

Voilà ce que « solidaires » aurait pu vous dire ...

...si nous avions pu être à la tribune du meeting comme c'était prévu.

Le meeting qui clôtura la manifestation d'aujourd'hui devant le stade Vélodrome verra l'intervention des secrétaires nationaux des confédérations CGT, FO, FSU et UNSA, mais pas celle de notre union syndicale ; les autres organisateurs ont refusé notre intervention, comme elles refusent de nous rencontrer dans les intersyndicales au plan national. Pourtant depuis le début de la mobilisation sur les retraites nous fonctionnons sur le département des Bouches du Rhône en intersyndicale, comme dans les différents secteurs (éducation, finances, télécoms, santé ...). Nous ne pensons pas que cette brutale mise à l'écart favorise le développement du mouvement.

car le plus important c'est le mouvement social qui se développe dans le pays.

Ce mouvement combine les grèves reconductibles dans certains secteurs, comme l'éducation nationale bien sûr, mais aussi les impôts et les finances, la SNCF, les transports urbains, les éboueurs, avec des journées de centralisation qui à la Poste, à France Télécom, dans la santé, et dans de nombreux secteurs du privé atteignent des chiffres de grévistes tout à fait significatifs (30, 40, 50% et plus).

Le gouvernement reste sourd à la protestation des grévistes, à l'expression de la rue qui reste fortement mobilisée comme le 10 juin. Il présente son texte sans modification au parlement et n'envisage plus aucune négociation sur la question des retraites. Et pourtant de plus en plus de voix s'élèvent, y compris dans les médias, y compris chez les spécialistes, pour refuser le diktat de la « réforme obligatoire sur le dos des salariés ».

Les retraites de tous les salariés, public et privé, peuvent être payées avec une augmentation progressive et modérée des cotisations patronales, juste retour des choses après la forte augmentation des profits de ces dernières décennies. Y compris en abrogeant les mesures Balladur, et en appliquant 37,5 annuités pour tous, public et privé. Mais Seillères ne veut pas en entendre parler et Raffarin n'écoute que lui.

Alors, nous le sentons tous et toutes, nous le savons bien, seule une grève générale reconductible dans le public et le privé peut contraindre le gouvernement et le patronat à céder et à retirer « leur » projet.

**Mais nous le sentons bien aussi, nous le savons, il manque un :
appel franc, clair, national et unitaire, à la grève générale.**

Un appel qui soit suivi d'actes décidés et fermes dans les entreprises et dans les bureaux. Sur la base de cet appel, c'est aux salariés, dans les assemblées générales, avec leurs intersyndicales de secteurs, de décider de la suite du mouvement.

Telle est la position que défend notre Union Syndicale depuis le début du mouvement. Telle est la position que nous continuerons à proposer, aux salariés et aux autres syndicats.

37,5 ans pour toutes et tous

public, privé, grève générale